

Baccalauréat : « C'est l'entêtement du ministre qui a généré ce chaos »

Tribune. « *Merci encore pour tout ce que vous faites.* » J'ai reçu les vœux vidéo de mon ministre, qui me souhaite des vacances bien méritées, à moi, l'un de ces « *pilliers de la République* » qui exerce un métier si difficile... Il me remercie, m'invitant dès septembre à réembarquer à bord de l'école « *de la confiance* » à laquelle il croit tant.

En 2 minutes 49 secondes d'un discours aussi creux que promet de l'être le futur « grand oral » du nouveau bac, voilà le baroud d'honneur du blocage du bac noyé dans la première anisette juilletiste. Je ne sais si j'ai envie d'en rire ou d'en pleurer.

Cette année, les candidats que j'ai interrogés à l'oral du bac de français m'ont souvent parlé de l'Antigone de Jean Anouilh. Et ça m'est venu, devant ce costume sombre et ces yeux las : Blanquer, c'est Créon !

Cette autorité lénifiante face à la révolte, cette prétendue sagesse qui fait crisper les poings de la petite Antigone. Ce message vidéo inconsciemment insolent adressé à des troupes épuisées. Ces menaces répétées à l'encontre des perturbateurs de la sainte institution du baccalauréat. Cette façon de discréditer toute critique.

Proclamer des résultats tronqués ?

Fallait-il vraiment, comme Créon, « mener cette barque qui prend l'eau de toutes parts », coûte que coûte ? Fallait-il, le jour fatidique du 5 juillet, proclamer des résultats tronqués ? Fallait-il accepter que l'on ait, çà et là, bricolé ou carrément inventé des notes, bafoué l'anonymat des copies, nommé des proviseurs présidents de jury, fait délibérer des personnels non habilités ? Fallait-il pousser les agents non grévistes à outrepasser les dispositions en vigueur, au risque de l'illégalité ? Fallait-il menacer les grévistes de sanctions dont la validité juridique est encore moins établie ? Tout cela s'est vu ces jours derniers.

Rien de bien surprenant, après tout : ces bidouillages ne permettent-ils pas d'inaugurer, avec un peu d'avance, le nouveau bac qui se mettra en place l'an prochain ? Un bac non seulement court-circuité par *Parcoursup* mais désormais délivré sur la base d'inégalités locales flagrantes, un simple diplôme de fin d'études à la valeur douteuse.

En vertu d'un gigantesque retournement des rôles, la minorité d'irresponsables qui ont « *perdu le sens du service public* », c'est nous, les affreux frondeurs. Le ministre a admis que nous étions au moins 2 000. Nous contestons ce chiffre, mais passons. Assumons d'être en minorité. Assumons surtout d'être à contre-courant de l'opinion qui n'a pas encore compris que c'est l'entêtement du ministre qui a généré ce chaos, car nous hurlons dans le désert depuis neuf mois.

Le bac, c'est notre bataille quotidienne, notre Graal

Bien des profs non grévistes savent que nous avons raison – eux qui n'ont pas voulu bloquer le bac, par scrupule, lassitude, fatalisme, crainte des représailles, ou simple incapacité financière. Qu'avons-nous commis, au juste ? Nous avons tenté, en un geste radical, d'arrêter ce train fou qui va dans le mur. Un tabou est tombé, une barrière mentale infranchissable encore il y a quelques semaines. Comprenez-le : ce bac, c'est notre bataille quotidienne, notre Graal, ce vers quoi nous tentons d'élever l'esprit des jeunes gens dont nous avons la charge. Alors imaginez ce que cette grève a représenté pour nous. Nous avons dégainé l'arme nucléaire.

J'ai vu, le 17 juin, premier jour des surveillances, des collègues non syndiqués, que je n'avais jamais vus en grève, au premier rang de la manif électrique qui marcha sur la Rue de Grenelle, et les mêmes, plus tard, se mettre à genoux au pied des bottes des CRS, puis scander « *Blanquer démission* », pendant de longues minutes, pour le premier sit-in de leur vie sans doute.

Il se passe quelque chose de grave, que seuls le ministre et ses communicants n'ont pas vu venir. Si nous avons été ouvriers, nous aurions menacé de saboter notre usine vendue à l'encan. Pour défendre ce bac auquel nous tenons plus que notre hiérarchie, il fallait en arriver jusque-là. Ne serait-ce que pour percer le mur des médias qui, pendant que démarrait cette lutte inédite, se consacraient essentiellement à la canicule.

Les mots n'ont décidément plus aucun sens

Cependant, nous ne sommes que de braves petits fonctionnaires habitués à fonctionner, alors, les quelque 100 000 copies retenues, au lieu de les brûler dans un geste grandiose, nous nous sommes contentés de les garder au chaud un week-end de plus, dûment corrigées, annotées comme à l'accoutumée de nos plus beaux stylos rouges. « *Une exaction* », « *un sabotage* », a tonné Créon à la télé. Les mots n'ont décidément plus aucun sens.

Qui a été sacrifié ? Les quelques milliers d'élèves qui risquaient de voir leur inscription à la fac retardée – ou les centaines de milliers de lycéens qui, dès l'an prochain, plancheront sur le bac six fois en deux ans, sans qu'on leur laisse le temps de progresser, sur des épreuves élaborées localement, au mépris de la plus élémentaire égalité républicaine ? Qui a pris les lycéens « *en otages* » ?

Nous, ou cette réforme qui les contraint désormais de construire leur « *parcours* » à l'aveugle, sans information fiable sur les attentes du supérieur, de choisir des spécialités virtuelles car leur lycée ne les ouvrira pas faute de moyens ? Qui a perdu « *le sens du service public* » ? Nous, ou ce gouvernement qui va supprimer 2 600 postes de profs dans le secondaire, grâce à un tour de passe-passe qui consiste à supprimer les filières pour bourrer toutes les classes dites générales à plus de 30 élèves, pour « *inclure* » les élèves handicapés sans aide, pour orienter sans personnels qualifiés, pour faire passer des nouveaux programmes à l'ambition démesurée sans les horaires nécessaires ?

Trois jours après ses vœux, Créon a promis « *des procédures* » à l'encontre de ceux qui ont osé braver son autorité. Parions, pour la rentrée, qu'Antigone n'ait pas dit son dernier mot. Bonnes vacances, Monsieur le ministre.

Fanny Capel, agrégée de lettres modernes, enseigne depuis 1998, en zone sensible depuis 2009. Auteure de plusieurs ouvrages sur l'école, dont *Prof... et fière de l'être !* (éditions du Rocher, 2008), elle est présidente de l'association Sauver les lettres. Fanny Capel a été en grève les 17 et 18 juin 2019.